



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du Vendredi 5 Décembre 2025 à 9 H 30

Point 19 à 28A

L'an DEUX MIL VINGT CINQ, le vendredi 5 décembre à 9 Heures 30, s'est réuni, en visioconférence et en présentiel au Siège de Val de Berry, 14 rue Jean-Jacques Rousseau à Bourges, le Conseil d'Administration.

ETAIENT PRESENTS :

Emmanuel RIOTTE

Bernadette GOIN

Philippe CHARRETTE

Franck MICHOUX

Thierry CHATELIN

Laure GUILMET

Nathalie LEMARCHAND

Daniel DERET

Charles COLLIN

Claude HENRY

Guy GONZALES

Denise DURANTON

Annie VERHOEVEN

Président – 3^{ème} Vice-Président du Conseil Départemental
Maire de St Amand-Montrond

Vice-Présidente – Conseillère Communautaire Agglo
Maire de Berry-Bouy

Membre – 5^{ème} Vice-Président du Conseil Départemental
Conseiller Municipal du Subdray

Membre – Conseiller Départemental
Adjoint au Maire de Vierzon 1

Membre – Personnalité qualifiée

Membre – Personnalité qualifiée

Membre – Représentant Caisse des Dépôts (visio)

Membre – Président de l'URHAJ Centre Val de Loire

Membre - Président CAF du Cher

Secrétaire de Séance

Membre – Représentant des locataires (Indecosa-CGT)

Membre – Représentant des locataires (Indecosa-CGT)

Membre – Représentant des locataires (CNL)

Membre – Représentant des locataires (CLCV)

ETAIENT EXCUSES :

Clarisse DULUC

Fabrice CHOLLET

Christine CHEZE-DHO

Annette BUREAU

Auguste DORLEANS

Membre – Conseillère Départementale
Maire d'Orval

Membre – Conseiller Départemental
Maire de St Martin d'Auxigny

Membre – Adjointe au Maire de Bourges
Conseillère Communautaire

Membre – Adjointe au Maire d'Aubigny Sur Nère
Pouvoir à Daniel DERET

Membre – Représentant Tivoli Initiatives
Pouvoir à Daniel DERET

Nicolas LEPAIN
Nicole MASSICOT

Ghislaine DROUET
Daniel ROBIN

Béatrice DAMADE

Hugo LEFELLE

Rachid BOUADMA

Dominique DHENNE

Membre – Représentant l'UD CGT du Cher
Membre – Présidente de l'UDAF
Pouvoir à Emmanuel RIOTTE
Membre – Représentant des locataires (CLCV)
Membre – Secrétaire National de la Fédération
Départementale du Secours Populaire Français
Pouvoir à Charles COLLIN
Membre – 6^{ème} Vice-Présidente du Conseil Départemental
Maire de Quantilly
Pouvoir à Philippe CHARRETTE
Membre – Adjoint au Maire de Bourges
Pouvoir à Franck MICHOUX
Membre – Secrétaire Général de l'UD CFDT du Cher
Pouvoir à Thierry CHATELIN
Membre – Représentant Action Logement
Pouvoir à Emmanuel RIOTTE

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA SEANCE :

Michaël DURAND DDT du Cher
Frédéric DECOIN Secrétaire du Comité Social et Economique de Val de
Berry

PRESENCE DU COMITE DE DIRECTION :

Benoît LEMAIGRE	Directeur Général
Jean-Luc PINSON	Directeur Général Adjoint – Directeur Financier
Stéphanie JOUVE	Directrice du Développement Humain et Marketing RH
Emilie LARAINÉ	Directrice des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Nathalie CLOUET	Directrice des Politiques Sociales et Contentieuses
Olivier SCHUBNEL	Directeur Technique et Développement
Michaël PHILIBERT	Directeur Commercial et de la Proximité
Nadège BEDU	Assistante du Directeur Général

.....
La séance est levée à 12 H.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

=====

Séance du Vendredi 5 Décembre 2025 à 9 H 30

=====

XXIII – MOBILITE DURABLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code Général de la Fonction Publique,
Vu le Code du travail, notamment son article L3261-1,
Vu le décret n° 2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale,
Vu le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail,
Vu l'arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat.
Considérant la délibération en date du 14 avril 2023 mettant en œuvre la mobilité durable à VAL DE BERRY,
Considérant l'avis du CSE,

Considérant ce qui suit :

La préservation de l'environnement et le besoin de limiter les émissions de dioxyde de carbone sont des enjeux cruciaux des sociétés actuelles.

Face à cette urgence environnementale et climatique, la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 dite « loi d'orientation des mobilités », complétée par les décrets n° 2020-541 du 9 mai 2020 et n° 2021-1663 du 16 décembre 2021, a pour objectif d'engager la transition vers une mobilité écologique en apportant de nouvelles solutions pour se déplacer grâce à des transports plus propres, plus vertueux et moins coûteux.

Dans le prolongement de cette loi, VAL DE BERRY manifeste sa volonté de s'inscrire dans une démarche environnementale et de responsabilité sociale et de réduire son empreinte carbone en mettant en place le forfait « Mobilités durables » créé par cette loi.

La présente délibération vise à formaliser la mise en place de ce dispositif et à en déterminer les conditions d'attribution et d'utilisation, afin d'encourager les collaborateurs à améliorer leur mobilité entre leur lieu de résidence et leur lieu de travail et à utiliser, pour ces déplacements, des modes de transports alternatifs et moins polluants.

Le forfait « mobilités durables » consiste en un remboursement de tout ou partie des frais engagés par les collaborateurs pour leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail avec leur cycle ou cycle à pédalage assisté personnel ou leur engin de déplacement personnel motorisé, tel que défini aux 6.14 et 6.15 de l'article R. 311-1 du code de la route, ou en tant que conducteur ou passager en covoiturage ou en tant qu'utilisateur des services de mobilité partagée mentionnés à l'article R. 3261-13-1 du code du travail.

Pour l'application des dispositions de la réglementation fixée par le décret 2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale, modifié par le décret n°2022-1557 du 13 décembre 2022, l'établissement retient les définitions suivantes :

Résidence habituelle :

La résidence habituelle du collaborateur s'entend, selon la définition de la Chambre Sociale de la Cour de Cassation, du lieu, où il a fixé, avec la volonté de lui conférer un caractère stable, son domicile et où se trouve le centre permanent ou habituel de ses intérêts (ex: résidence principale ou secondaire, location, hôtel, foyer, hébergement chez un proche ou un collègue...)

Lieu de travail :

Est considéré comme lieu de travail, le lieu désigné par l'employeur au collaborateur où ce dernier accomplit ses obligations de service.

Cycles:

Un cycle (article R 311-1 point 6.10 du code de la route) est un véhicule d'au moins deux roues et propulsé exclusivement par l'énergie musculaire des personnes se trouvant sur ce véhicule, notamment à l'aide de pédales ou de manivelles.

Un cycle à pédalage assisté (article R 311-1 point 6.11 du code de la route) est un cycle équipé d'un moteur auxiliaire électrique d'une puissance nominale continue maximale de 0,25 kilowatt, dont l'alimentation est réduite progressivement et finalement interrompue lorsque le véhicule atteint une vitesse de 25 km/ h, ou plutôt si le cycliste arrête de pédaler

Engins de déplacement personnel (EDP) définis par l'article R 311-1 :

En conséquence, les trottinettes électriques ou non électriques, les hoverboards, les gyroroues, les gyropodes, et les skates électriques, et autres engins assimilés, qui sont classés, au regard du code de la route, dans la catégorie des engins de déplacement personnel, entrent dans le champ de l'article 1er du présent accord.

Covoiturage :

L'article L. 3132-1 du code des transports définit le covoiturage comme : l'utilisation en commun d'un véhicule terrestre à moteur par un conducteur et un ou plusieurs passagers, effectuée à titre non onéreux, excepté le partage des frais, dans le cadre d'un déplacement que le conducteur effectue pour son propre compte.

Services de mobilité partagée :

La location ou la mise à disposition en libre-service de deux roues non thermiques (scooters et trottinettes électriques), de vélos avec ou sans assistance électrique ou d'engins de déplacement personnel motorisés ou non.

Les services d'autopartage de véhicules à faibles émissions, électriques, hybrides rechargeables ou hydrogènes.

Dès lors qu'ils répondent aux conditions prévues, bénéficient du forfait « Mobilités durables » tous les collaborateurs, sans condition d'ancienneté.

Sont exclus du bénéfice du forfait mobilités durables les collaborateurs qui disposent d'un logement de fonction sur leur lieu de travail. De même, les collaborateurs qui bénéficient d'un véhicule de fonction, ou qui utilisent un transport collectif gratuit, ou encore qui sont transportés gratuitement par leur employeur ne peuvent prétendre au forfait, sauf s'ils utilisent effectivement un mode de transport doux pour leurs trajets domicile-travail. L'exclusion s'applique systématiquement à toute situation où le collaborateur n'engage pas de frais personnels pour ses déplacements domicile-travail en modes doux.

Seuls les trajets entre la résidence habituelle du collaborateur et son lieu de travail sont concernés.

La notion de résidence habituelle doit s'entendre du lieu où le collaborateur réside pendant les jours travaillés, à l'adresse déclarée à l'employeur.

Les collaborateurs peuvent bénéficier du forfait « mobilités durables » à condition d'utiliser l'un des moyens de transport, mentionnés et à l'occasion des déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

Sont éligibles, à compter du 1^{er} janvier 2026, les déplacements effectués par les collaborateurs :

- En utilisant le moyen de transport indiqué ;
- En tant que conducteur ou passager dans le cadre du covoiturage.

Dans le cadre de sa démarche RSE et marque employeur, VAL DE BERRY déploiera l'application KAROS pour inciter les collaborateurs de VAL DE BERRY à développer le covoiturage avec des personnes en activité et extérieures à VAL DE BERRY. Les collaborateurs peuvent utiliser alternativement leur cycle, engin de déplacement personnel, le covoiturage ou un service de mobilité partagés au cours d'une même année pour atteindre le nombre minimal de jours d'utilisation.

Le nombre minimal de jours sur une année civile, nécessaire à l'octroi du dit forfait, est fixé à 30 jours, en référence à l'article 2 de l'arrêté du 9 mai 2020 pris pour application du décret n°2020-543 du 9 mai 2020.

Le montant annuel du "forfait mobilités durables" prévu à l'article 3 du décret du 9 mai 2020 susvisé est fixé à :

100 € lorsque l'utilisation du moyen de transport prévue à l'article 1er est comprise entre 30 et 59 jours :

200 € lorsque l'utilisation du moyen de transport prévue à l'article 1er est comprise entre 60 et 99 jours ;

300 € lorsque l'utilisation du moyen de transport prévue à l'article 1er est d'au moins 100 jours.

Ce montant est modulé à proportion de la durée de présence du collaborateur sur l'année, au titre de laquelle le forfait est versé

Le forfait « mobilités durables » est versé, en une seule fraction, au terme du premier trimestre de l'année suivant celle du dépôt de la déclaration prévue dans la présente délibération.

Le mois de versement tient compte de la date limite de dépôt de déclaration fixée au 31 décembre de l'année précédente, des opérations de dénombrement, de traitement et d'éventuels contrôles effectués par l'administration.

Le forfait « Mobilités durables » devant être versé sous réserve de son utilisation effective conformément à son objet, il n'est pas dû pendant les périodes d'absence du collaborateur.

Le collaborateur qui quitte les effectifs de VAL DE BERRY en cours d'année civile ne peut bénéficier du forfait « Mobilités durables » qu'au titre de son temps de présence sur l'année en cours.

L'autorité territoriale dispose d'un pouvoir de contrôle sur le recours effectif au covoiturage et sur l'utilisation du vélo.

Enfin, le versement du forfait mobilités durables est exclusif du versement mensuel de remboursement des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos

Le montant maximal du forfait est versé en janvier n+1, sous réserve que le collaborateur ait formulé sa demande dans les conditions et délais prévus.

Le bénéfice du « forfait mobilités durables » est subordonné au dépôt d'une déclaration sur l'honneur établie par le collaborateur auprès de la Direction du Développement Humain et du Marketing RH, au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé.

Cette déclaration certifie l'utilisation de l'un ou des moyens de transport mentionnés.

L'utilisation effective du covoiturage ou le recours aux services de mobilité partagée, fait l'objet d'un contrôle de la part de VAL DE BERRY qui peut demander au collaborateur tout justificatif utile à cet effet, tels que :

- un relevé de facture ou de paiement, relevé d'utilisation d'une plateforme de covoiturage
- utilisation de l'application KAROS par le personnel de VAL DE BERRY pour déclarer le covoiturage entre collègues ou avec des personnels extérieurs à VAL DE BERRY
- fournir un relevé d'utilisation via l'application KAROS
- une attestation issue du registre de preuve de covoiturage (<http://covoiturage.beta.gouv.fr/>)
- un relevé de facture, de paiement ou d'une attestation d'abonnement à un service de mobilités partagées.

L'utilisation du cycle, du cycle à pédalage assisté personnel, de l'engin de déplacement personnel, peut faire l'objet d'un contrôle.

Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir :

- instaurer le « forfait mobilités durables » selon les modalités présentées ci-dessus ;
- inscrire au budget les crédits correspondants ;
- charger le directeur général de veiller à la bonne exécution de cette délibération, qui prendra effet le 1^{er} janvier 2026 et de signer tout acte en découlant ;

**VOTE : NOMBRE DE PRESENTS OU REPRESENTES : 21
POUR : 21 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0**

DELIBERATION

Le Conseil d'Administration :

- valide l'instauration du « forfait mobilités durables » selon les modalités présentées ci-dessus ;
- valide l'inscription au budget des crédits correspondants ;
- charge le Directeur Général de veiller à la bonne exécution de cette délibération qui prendra effet au 1^{er} janvier 2026 et l'autorise à signer tout acte en découlant.

.....
Le Secrétaire de séance,
Charles COLLIN

Le Président,
Emmanuel RIOTTE

Extrait certifié conforme
Bourges, le 5 décembre 2025
Le Directeur Général,
Benoît LEMAIGRE

